

Bujumbura réclame la correction de "certaines tares" avant la session d'Arusha

@rib News, 14/02/2017 – Source Xinhua Le gouvernement burundais réclame auprès de la facilitation la correction de "certaines tares" relevées au niveau de l'organisation de la prochaine session du dialogue politique interburundais d'Arusha avant qu'elle ne se tienne, a indiqué mardi soir Willy Nyamitwe, conseiller principal chargé de la Communication à la présidence burundaise. L'ancien chef d'Etat tanzanien et facilitateur dans la crise burundaise, Benjamin William Mkapa, a récemment invité 33 acteurs-clés de la scène politique burundaise, à un nouveau round de dialogue politique interburundais, dont la tenue est prévue du 16 au 18 février 2017 à Arusha (nord de la Tanzanie) pour se pencher sur des "questions de fonds".

Cette session, tout comme les précédentes organisées depuis début 2016 dans cette ville tanzanienne, sont organisées sous l'égide du chef d'Etat ougandais et médiateur en chef dans le conflit burundais, Yoweri Kaguta Museveni, agissant sous le mandat de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). A ce jour, la CAE regroupe six Etats : Burundi, Rwanda, Kenya, Tanzanie, Ouganda et Soudan du Sud. "Certes, le gouvernement burundais a été invité à cette session. Toutefois, il estime qu'il y a des tares qui ont besoin d'être corrigées avant de savoir s'il répondra présent ou pas. La composition de la délégation gouvernementale, ne pourra être rendue publique que si ces tares relevées au niveau de l'organisation, ont été levées", a précisé M. Nyamitwe. Parmi les tares se trouvant au niveau de la liste des invités à la prochaine session du dialogue interburundais d'Arusha, M. Nyamitwe a relevé notamment la présence des personnes poursuivies par la justice, la dénomination de certaines formations politiques en violation de la loi sur les partis politiques, la consécration des ailes dissidentes des partis politiques par la facilitation, et l'inclusion d'une personnalité onusienne déjà accusée par Bujumbura en la personne du conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, le diplomate britannique Jamal Benomar. En charge de faire le lien entre le conseil de sécurité des Nations Unies et le gouvernement burundais depuis sa nomination à ce poste le 9 novembre 2015, le diplomate Benomar s'est vu écuser au quatrième trimestre 2016 par les autorités burundaises. Par ailleurs, a poursuivi Willy Nyamitwe, cette liste des invités conviés à la prochaine session du dialogue interburundais, est étonnante parce qu'elle revêtait un caractère "exclusif" au détriment de "l'inclusivité" politique. Pour lui, il est surprenant que certaines personnes soient conviées à cette session et que d'autres ne le soient pas alors que le Burundi compte une quarantaine de partis politiques agréés. Cette session du dialogue politique interburundais prévue du 16 au 18 février 2017 à Arusha et qui réunira une trentaine de personnalités, verra pour la toute première fois, la participation des dirigeants des partis politiques se réclamant de l'opposition.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});